



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/42/915/Add.3  
16 mars 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session  
Point 136 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU COMITE DES RELATIONS AVEC LE PAYS HOTE

#### Rapport du Secrétaire général

##### Additif

1. Dans son rapport à l'Assemblée générale daté du 11 mars 1988 (A/42/915/Add.2), le Secrétaire général a informé l'Assemblée que le Représentant permanent par intérim des Etats-Unis d'Amérique lui avait remis une lettre datée du 11 mars 1988 dans laquelle il lui faisait savoir que le Ministre de la justice des Etats-Unis avait établi que la loi contre le terrorisme de 1987 le mettait dans l'obligation de fermer le bureau de la Mission permanente d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York "quelles que soient les obligations qui incombent aux Etats-Unis en vertu de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies".

2. Le 15 mars 1988, le Secrétaire général a remis au Représentant permanent par intérim des Etats-Unis une lettre répondant à la communication qu'il avait reçue. Le texte intégral de cette lettre est reproduit à l'annexe I.

ANNEXE I

Lettre datée du 15 mars 1988, adressée par le Secrétaire général  
au Représentant permanent par intérim des Etats-Unis auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre datée du 11 mars 1988 dans laquelle vous m'avez informé que le Ministre de la justice des Etats-Unis avait établi que la loi contre le terrorisme de 1987 le mettait dans l'obligation de fermer le bureau de la Mission permanente d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Comme je vous l'ai dit lors de notre entretien du 11 mars 1988, quand vous m'avez remis cette lettre, j'ai protesté parce que, selon l'Organisation des Nations Unies, la décision prise par le Gouvernement des Etats-Unis, telle qu'elle est exposée dans la lettre, constitue une violation flagrante de l'Accord de Siège conclu entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis. Plus particulièrement, je ne saurais accepter que les Etats-Unis puissent prendre une mesure, comme il est dit dans la lettre, quelles que soient les obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord de Siège, et je voudrais vous demander de réfléchir à nouveau aux graves conséquences d'une pareille déclaration, étant donné les responsabilités qui incombent aux Etats-Unis en tant que pays hôte.

Je dois aussi contester la conclusion à laquelle vous parvenez dans votre lettre, à savoir que les Etats-Unis estiment que soumettre cette affaire à l'arbitrage ne serait d'aucune utilité. L'Organisation des Nations Unies reste persuadée que le dispositif prévu dans l'Accord de Siège constitue le cadre approprié pour le règlement de ce différend et je ne peux admettre que l'arbitrage ne serait d'aucune utilité. Bien au contraire, dans le cas présent, il servirait l'objectif même pour lequel les dispositions de la section 21 ont été incluses dans l'Accord, à savoir permettre le règlement d'un différend résultant de l'interprétation ou de l'application de l'Accord.

(Signé) Javier PEREZ DE CUELLAR

-----